

de temps à autre, un ou plusieurs règlements pour tous et chacun des objets suivants :

Nombre des sessions générales.

1. Pour limiter le nombre de ses sessions générales à pas moins d'une, par année, pour les conseils de comté, et à pas moins de quatre, par année, pour les conseils locaux ;

Cartes et documents concernant la propriété publique.

2. Pour obliger toute personne en la possession de qui se trouveraient des cartes, plans, titres, pièces, ou autres documents concernant quelque chemin, rue, ruelle, place publique, ou autre propriété dans la municipalité, d'en donner communication au dit conseil, ou à quelqu'un de ses officiers, et de permettre à tel officier ou autre personne qui serait désignée à cet effet par l'officier principal de la municipalité, d'en prendre copie ;

Taxe spéciale imposée sur les personnes intéressées.

3. Tout conseil aura le droit, par résolution, d'imposer et prélever sur les intéressés dans tout ouvrage fait pour l'avantage de la municipalité ou d'une partie des habitants de la municipalité, une taxe spéciale pour subvenir au paiement de tel ouvrage, lors même que sa confection n'aura pas été précédée ou suivie des formalités voulues par la loi.

PERSONNES INCAPABLES OU EXEMPTES D'ACCEPTER LA CHARGE DE MEMBRES OU D'OFFICIERS DES CONSEILS MUNICIPAUX.

Retraite des membres du conseil.

IV. 1. Tout conseil aura le droit de permettre à l'un de ses membres de se démettre de sa charge, et de le remplacer en la manière déterminée par l'acte de 1855 ;

Certains conseillers autorisés à se retirer.

2. Toute personne qui n'étant pas obligée d'accepter une charge de conseiller municipal, l'a, ou l'aura cependant acceptée, aura le droit de se démettre en tout temps de la dite charge, en en donnant avis par écrit au secrétaire-trésorier du conseil local dont elle fait partie, et elle sera remplacée en la manière indiquée par le dit acte pour les cas de décès ;

Election d'un nouveau préfet.

3. Lorsque la personne qui se sera ainsi démis de sa charge de conseiller est en même temps préfet du comté, le secrétaire-trésorier du conseil local, dans les huit jours qui suivront la réception du dit avis, en transmettra une copie au secrétaire-trésorier du conseil de comté ; et aussitôt qu'un maire aura été élu en remplacement du démissionnaire, le conseil de comté procédera à l'élection d'un nouveau préfet, en la manière déterminée par le dit acte.

POUVOIRS COMMUNS A TOUS LES CONSEILS LOCAUX.

Autres pouvoirs des conseils locaux,

V. 1. En sus des pouvoirs dont il est revêtu par les susdits actes, tout conseil local pourra accepter des commissaires d'école